

Viande et produits laitiers : **L'État laisserait-il les lobbies contrôler l'assiette de nos enfants ?**

La restauration scolaire, c'est 6,8 millions d'élèves concernés, un milliard de repas proposés par an, plus de 80 000 tonnes de produits carnés et plus de 120 000 tonnes de produits laitiers distribués chaque année, pour un chiffre d'affaires de plus de 460 et 280 millions d'euros respectivement. Des données à faire tourner la tête.

Mais qui décide du contenu de ces assiettes ?
En particulier des quantités de viande et de produits laitiers servies aux enfants à la cantine ?

Les recommandations nutritionnelles officielles sont définies au sein du Programme National Nutrition Santé (PNNS). Ces recommandations sont ensuite traduites par le Groupe d'Étude des Marchés - Restauration Collective et Nutrition (GEM-RCN) qui conseille les acheteurs de la restauration collective sur la quantité de viande rouge, viande blanche, fromage, yaourts... que consomment chaque midi les enfants. Or, en y regardant de plus près, **l'influence des lobbies de la viande et des produits laitiers sur les recommandations du GEM-RCN est criante.**

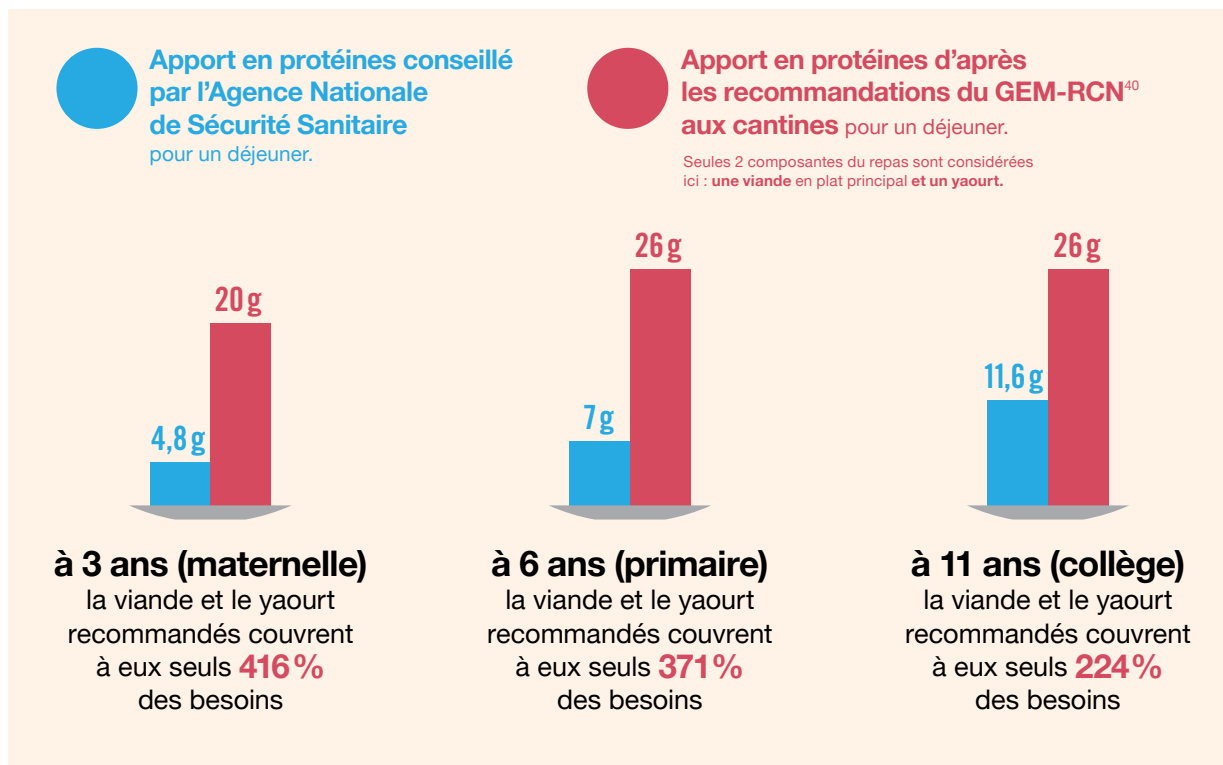
→ [Lire le rapport complet](#)

L'influence des lobbies sur les textes officiels

Jusqu'à six fois trop de protéines dans l'assiette

Si l'on prend les chiffres, les recommandations nutritionnelles officielles du GEM-RCN conduisent à des apports en protéines démesurés en comparaison des recommandations nutritionnelles scientifiques (« Apport Nutritionnel Conseillé » ou ANC, établis par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, ANSES) :

- En ne prenant en compte que la portion de viande du plat principal et le produit laitier, les protéines contenues correspondent à plus de 200 % de l'ANC pour un enfant de 11 ans. Cela va jusqu'à plus de 400 % pour un enfant de 3 ans.
- **Sur l'ensemble d'un repas** (viande du plat principal et produit laitier mais aussi un peu de pain, pâtes et légumes), **nous arrivons à plus de 600 % de l'ANC en protéines établi par l'ANSES pour un enfant de 6 ans.**



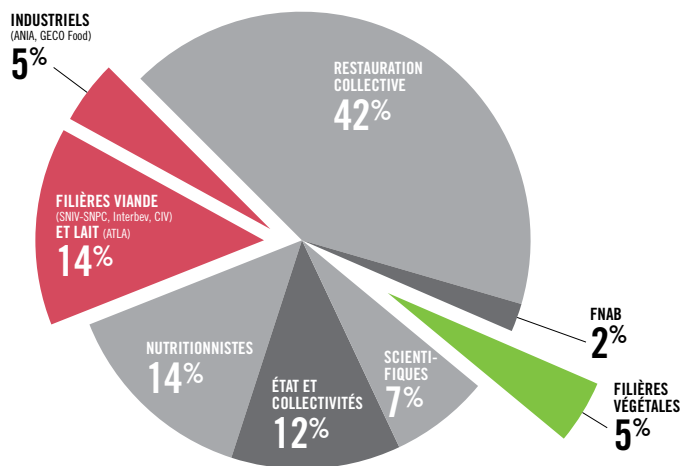
Comparaison entre les Apports Nutritionnels Conseillés (ANC) en protéines par l'ANSES et l'apport obtenu si on suit les quantités recommandées par le GEM-RCN aux cantines scolaires.

Des instances de décisions totalement déséquilibrées

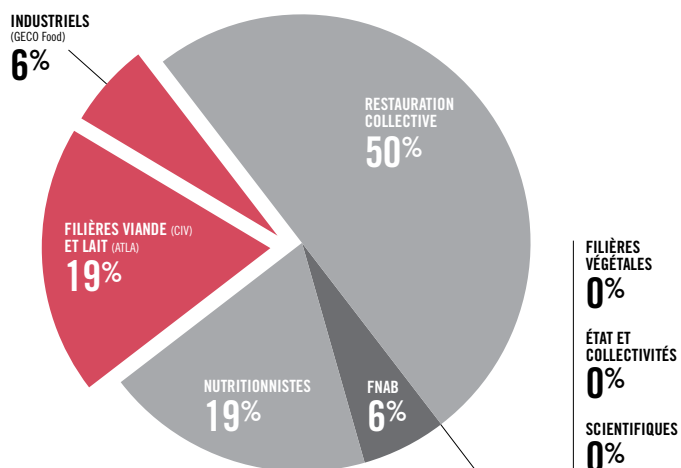
Les défenseurs d'intérêts privés pèsent au sein des instances de gouvernance du PNNS et du GEM-RCN, et en influencent les orientations.

Par exemple, au sein du GEM-RCN, un relevé de présence que Greenpeace s'est procuré, concernant l'année de réunions qui a précédé la dernière mise à jour des recommandations, permet de constater que :

- les représentants de l'Etat (ministère de la Santé et ministère de l'Agriculture) ne sont pas présents aux réunions,
- les scientifiques sont eux aussi absents,
- les représentants des filières viandes et produits laitiers pèsent autant sur les décisions que les nutritionnistes, alors que ces derniers sont bénévoles et ont donc moins de moyens que des organisations aussi puissantes que l'Association Nationale des Industries Alimentaires (ANIA) et le GécoFood, association qui regroupe tous les géants de l'industrie agro-alimentaire, qui sont eux bien présents.



Composition du Groupe d'étude des marchés (GEM-RCN)



Part des membres du GEM qui assistent à plus de 3 réunions par an

Les lobbies de la viande et des produits laitiers jusque dans les écoles

Depuis plusieurs années, certains lobbies agro-alimentaires ont poussé les portes des écoles pour venir y « informer » les enfants sur les bienfaits de leurs produits, et les inciter ainsi, dès leur plus jeune âge, à les consommer. Il s'agit notamment des lobbies du lait, du sucre et plus récemment de la viande. **Des animations et ateliers sont proposés pour continuer à perpétuer ce mythe erroné que les protéines animales sont indispensables à tous les repas.**

L'exemple d'Interbev (interprofession du bétail et de la viande) :

Interbev, c'est un budget annuel de 36,5 millions d'euros en 2016, dont 20 millions (55 %) sont consacrés directement à la communication. C'est également **une organisation de lobbying politique, en France et en Europe**. Elle a déclaré entre 100 000 et 150 000 euros dépensés pour des activités directes de représentation d'intérêts à l'Assemblée nationale en 2013, et entre 100 000 et 200 000 euros pour sa représentation à l'Union européenne en 2016.

Parmi ses nombreuses activités « informatives », Interbev propose des activités pédagogiques et intervient directement dans les écoles pour promouvoir des kits comme celui intitulé « La Planète, les Hommes, les Bêtes » (un dispositif soutenu par le gouvernement). Ces supports font bien sûr la part belle aux viandes et à l'élevage, et passent sous silence ou minimisent les bienfaits des protéines d'origine végétale qui peuvent également contribuer à l'équilibre alimentaire.

L'exemple du Cniel (interprofession du lait) :

Le Cniel, avec son slogan « Les produits laitiers sont vos amis pour la vie », représente un budget de 40 millions d'euros en 2016. Il reçoit également des financements publics de la France et de l'Union européenne pour certaines actions de communication, à savoir 7,4 millions d'euros en 2016. Au total, **le Cniel a ainsi consacré 29 millions d'euros à la communication de la filière et à la promotion des produits laitiers en 2016**, soit plus de 60 % de son budget total.

En 2009, le Cniel a par exemple lancé la campagne « À table pour grandir » dans les classes de CM1-CM2, dont « l'objectif est d'aider les enfants à mettre en pratique le repère de consommation de 3 à 4 produits laitiers par jour », programme qui a déjà touché près de 125 000 enfants. Le Cniel a également des partenariats avec l'Éducation nationale et certaines Inspections académiques.

Pour Greenpeace France, **ces défenseurs d'intérêts privés n'ont strictement rien à faire dans les écoles**. S'il est compréhensible que l'Éducation nationale et ses personnels cherchent à s'informer auprès d'acteurs extérieurs et à mettre à jour régulièrement les contenus pédagogiques destinés aux enfants, il n'apparaît pas normal que sur certains sujets – ici les produits laitiers, la viande, le sucre et même le goût –, ces contenus proviennent d'organisations dont l'objet même est de défendre les professionnels qu'ils représentent et les produits issus de leurs filières. Cela semble encore plus scandaleux quand ces derniers entendent apporter une éducation à la santé, en ne s'appuyant que sur des contenus issus de leurs propres centres de ressources et publications scientifiques.

Quelques données sur l'impact de l'élevage

La surconsommation et la surproduction de viande a un impact dévastateur sur l'environnement. L'élevage est responsable de 14,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et participe donc au changement climatique. L'élevage industriel détériore les ressources en eau en perturbant les équilibres et en polluant les cours d'eau, et il est également responsable des 2/3 de la déforestation en Amazonie brésilienne.

Côté santé, l'alimentation d'aujourd'hui, riche en graisses et centrée autour d'aliments d'origine animale, a entraîné une augmentation des maladies chroniques d'origine nutritionnelle (obésité, diabète...). Pour les enfants, un fort apport en protéines animales, et en particulier celles issues de produits laitiers, à l'âge de 12 mois pourrait être associé à des problèmes de surpoids à l'âge de 7 ans. Enfin, l'antibiorésistance, liée à l'élevage industriel, est aujourd'hui une menace majeure et mondiale.

Les mesures que l'État doit mettre en œuvre selon Greenpeace :

- 1 Réformer en profondeur la gouvernance des politiques publiques en matière d'alimentation.**
- 2 Assurer les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ces politiques** en faveur d'une alimentation plus saine et plus durable. Par exemple, la formation des personnels de cuisine aux notions d'équilibre nutritionnel, l'accompagnement pédagogique des élèves pendant les repas ou encore celui des collectivités locales, pour qu'elles puissent s'approvisionner en produits locaux, sains, de saison, le moins transformés possible, à dominante végétale et biologique.
- 3 Interdire les interventions des lobbies de la viande et des produits laitiers dans les écoles.** Ces interventions viennent pallier les lacunes de l'État en la matière, qui doit donc allouer des budgets au développement d'outils pédagogiques objectifs.
- 4 Introduire deux repas végétariens par semaine dans les cantines scolaires, à horizon 2020.**
- 5 Augmenter la part du bio dans toute la restauration scolaire,** issu le plus souvent possible de filières locales, pour garantir une alimentation sans pesticides, sans OGM, sans additifs chimiques.